

Nouveau projet de territoire

9 juin 2010



Contribution de Christian DAVIAS

Ruptures et territoires

Dans sa dernière contribution pour le nouveau projet de territoire, Michel JOUVET secoue le cocotier. Il a mille fois raison !

En effet, je pense également que, sans en altérer la qualité, les travaux du Conseil de développement ont du mal à sortir du cadre conventionnel. Une des causes puise certainement sa source dans le lien institutionnel que nous entretenons avec Nantes Métropole.

La France a toujours trouvé la ressource pour faire face aux grandes évolutions et aux situations extrêmes qui ont agité le monde, mais prenons garde à ne pas se crisper sur notre passé et à se cacher derrière notre petit doigt en parlant d'exception Française.

Les XIXe et XXe siècles ont connu une évolution considérable des comportements sociaux engendrés par l'avènement de l'aire industrielle et les progrès technologiques, mais également par les avancées sociales souvent arrachées de haute lutte à un patronat et un monde politique majoritairement conservateur.

L'année 1968 a marqué un tournant déterminant pour notre société. Évolution des mœurs, émancipation de la femme, démocratisation de l'expression citoyenne, ont fait bouger nos institutions.

Deux "grandes" guerres ont tragiquement bouleversé cette époque, modifiant radicalement la géopolitique et les grands équilibres du monde, mais aussi notre vie économique et sociale.

La France a également connu des conflits avec ses anciens territoires, dont la guerre d'Algérie, qui a été une véritable tragédie aux conséquences politiques, humaines et sociales qui résonnent encore aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas bâtir notre avenir sans tenir compte de la situation actuelle.

Depuis le début du XXIe siècle, les ruptures s'accroissent.

Tout d'abord, cette prise de conscience de l'évolution climatique de notre planète, dont les causes présumées font l'objet de positions plus ou moins rationnelles du monde scientifique, d'une exploitation tapageuse par les "verts", empêtrés dans le jeu des politiciens et de thèmes de campagnes pour le monde politique.

Il n'en reste pas moins que cette conscience d'un risque climatique, qui se cumule avec la raréfaction des sources d'énergie et des matières premières, a des répercussions indiscutables dans différents domaines comme l'exploitation de la bio masse, les matériaux de construction, la conception de l'habitat, les modes de déplacement et bien entendu nos chères voitures.

Récemment, une autre alerte doit retenir notre attention. Il a suffi qu'un volcan se réveille pour désorganiser le transport aérien européen rappelant la fragilité de nos technologies et de notre économie face à notre environnement naturel.

Le développement incontrôlé d'internet ainsi que la généralisation des téléphones portables a profondément et rapidement bouleversé nos comportements sociaux avec, bien sûr, des côtés positifs (accès à la connaissance, rapidité d'information, sécurité...) mais aussi bien des côtés pervers, dont les risques de désinformation et de manipulation de masse ne sont pas les moindres.

La crise que nous traversons n'est ni seulement économique, ni passagère. Dans son évolution, on peut y déceler tous les indices d'un véritable séisme qui pourrait faire voler en éclat nos certitudes et modifier durablement l'ordre du monde.

L'économie mène le monde. La marge de manœuvre des Etats et des politiciens qui les dirigent est infime. Dans le monde d'aujourd'hui, la main mise sur un pays n'est plus le résultat d'un conflit armé, mais d'investissements et de placements financiers qui rendent les états dépendants de leurs bailleurs de fonds.

Posons nous les vraies questions : Qui souscrit aux emprunts nationaux ? Quelle est l'origine des sociétés qui génèrent l'emploi ? Qui détient des secteurs entiers d'activités économiques (hôtellerie, restauration, confection...) dans les grandes villes ? Que deviendront nos industries de pointe lorsque, de marché en marché, nous aurons transféré aux pays émergents toute notre technologie ? Comment les Etats rembourseront-ils leurs emprunts dans un contexte de récession, quand on sait que la dette française représente environ six fois les recettes fiscales ?

Ayons aussi le courage de répondre à une question essentielle : Avons-nous atteint les limites de la protection sociale ?

Nous avons rêvé d'une Europe solidaire mais la crise nous a rattrapé. Cette Europe là est-elle viable ?

Michel JOUVET pose la question : Notre avenir peut-il être tragique ? Je pense que oui, si nous n'avons pas la ressource de prendre en compte les nombreux messages d'alerte.

Le débat engagé sur l'avenir de notre système de retraite montre à quel point toute notre structure politique et sociale reste crispée sur des modes de fonctionnement que nous n'avons pas su faire évoluer, sur des certitudes qui sont dépassées et sur des acquis qui ne correspondent plus à la réalité du moment.

L'organisation politique de notre Pays gagnerait dans la simplification de sa structure et des échéances électorales qui en découlent, en monopolisant trop souvent le potentiel d'action de nos dirigeants au détriment de l'efficacité dans la gouvernance.

Les organisations syndicales réussiront-elles à sortir du schéma de lutte des classes qui n'est plus de mise, pour se comporter en véritables partenaires sociaux ?

Les médias abandonneront-ils la recherche du scoop et la chasse aux petites phrases des uns et des autres qui créent de la polémique stérile, pour se concentrer sur leur mission d'information ?

Toutes ces pratiques et ces attitudes sont des entraves aux décisions qui s'imposent.

Les fronts de ruptures actuels, sont préoccupants :

- Rupture de compétitivité
- Rupture de croissance
- Rupture dans la solidité de la zone euro
- Rupture dans les grands financements de l'Etat, entravés par la dette publique
- Rupture dans le financement des intercommunalités fragilisés par la suppression de la Taxe professionnelle
- Rupture dans la confiance envers nos dirigeants

Voilà quelques réflexions bien amères !

Sans vouloir être aussi alarmiste que Jacques Attali "Tous ruinés dans dix ans", prenons garde à ne pas tomber dans l'immobilisme.

Lorsque l'on parcourt le monde, l'image de la France qui nous est renvoyée devrait nous faire réfléchir. Gouailleurs, contestataires, donneurs de leçons... ingouvernables... sans parler de nos 35 heures !

Je refuse à croire que nous sommes devenus cette France-là.

Je crois à la France de la recherche, de l'innovation de l'art, du travail bien fait et de l'entreprise.

C'est dans ce contexte rapidement brossé que se place notre réflexion sur un territoire pertinent à l'horizon 2030.

LE TERRITOIRE

Abandonnons le jargon des bureaux d'études et des urbanistes. Plutôt que de parler de fonctions métropolitaines, regardons vivre notre territoire et essayons de répondre aux interrogations de ceux qui le vivent au quotidien.

Le territoire pertinent, c'est le territoire de vie et d'appartenance. C'est celui où l'on habite, où l'on s'instruit, où l'on travaille et où l'on trouve ses loisirs.

Pour ceux qui souhaitent s'établir dans la "région nantaise", les pôles d'attractivités sont principalement la notoriété acquise par Nantes la ville-centre, la présence d'une Université qui œuvre pour atteindre l'excellence, un bassin d'emplois qui reste dynamique malgré la crise, avec des entreprises phares comme la construction navale et l'aéronautique, un tissu urbain peu dense aux portes d'un vignoble reconnu, et le fameux effet "côte ouest" avec la proximité de la mer et de stations balnéaires mondialement réputées.

Le territoire qui se dessine est celui du rayonnement de l'agglomération nantaise non seulement sur son aire urbaine, mais également sur les aires urbaines secondaires du département, ainsi que l'organisation en réseaux avec d'autres grandes villes dans un objectif de complémentarité.

Ce territoire à géométrie variable ne peut s'institutionnaliser. À nous d'imaginer comment le faire vivre.

Là où le pouvoir public a échoué en n'allant pas jusqu'au bout d'une véritable réforme territoriale, les acteurs locaux devront utiliser les quelques ouvertures de cette réforme (une seule assemblée territoriale département et région, reconnaissance du fait métropolitain...) pour mettre en place un fonctionnement fondé sur la coopération, le partenariat, qui devra nécessairement déboucher sur la création "d'outils" de gouvernance.

LA DIMENSION EUROPEENNE

Comme l'exprimait récemment le Directeur général de l'Agence d'études urbaines, Thierry VIOLLAND, Nantes/Saint-Nazaire a une lisibilité européenne. Toutefois, pour s'imposer, il faut plus que cette appréciation. Puisque nous avons le droit d'être impertinent, j'ose avancer que viser cette dimension européenne n'est plus le seul objectif. Ce qu'il conviendrait de viser, c'est le développement de liens commerciaux avec les pays émergents : le fameux BIC (Brésil, Inde, Chine) des économistes.

Ces pays sont avides de technologies nouvelles, de produits manufacturés de pointe, d'ingénierie. Nous disposons de têtes de ponts maritime et aéroportuaire et de dispositifs de recherche dans des produits nouveaux et des technologies avancées. Confortons et développons ces axes économiques en s'appuyant sur l'attractivité que Nantes a su développer.